

IV. LE COMPTE CAPITAL ET FINANCIER

Ce compte mesure les opérations en capital et les opérations financières des résidents canadiens avec des non-résidents. Il englobe le compte de capital, qui mesure les transferts de capitaux et les avoirs non produits et non financiers, et le compte financier, qui mesure les opérations sur des instruments financiers. Les transferts de capitaux supposent un changement transfrontière de propriété de l'épargne et de la richesse, sans contrepartie, tandis que les opérations sur des avoirs non produits et non financiers créent des droits et des obligations qui peuvent donner lieu à des mouvements d'argent ou d'autres éléments d'actif. Les opérations sur des instruments financiers confèrent le droit de recevoir ou l'obligation de verser de l'argent ou d'autres instruments financiers. Il y a deux types d'instruments financiers : les instruments primaires, comme les obligations, les comptes débiteurs et les actions, et les instruments dérivés¹, comme les options financières, les contrats à terme normalisés et les opérations à terme.

Aux fins du présent rapport, nous nous intéressons principalement au compte financier parce qu'il fournit de l'information sur les activités de financement et d'investissement des résidents canadiens avec des non-résidents. Les opérations sur les instruments financiers ont un effet direct sur le solde de l'investissement international du pays en créant, supprimant ou modifiant ces éléments d'actif et de passif. Nous débutons par un examen de l'investissement direct.

L'investissement direct (flux)

Les flux nets d'investissement étranger direct (IED) du Canada ont augmenté en 2004, traduisant l'amélioration de la situation macroéconomique à l'échelle mondiale et, peut-être, la valeur plus élevée du dollar canadien. Simultanément, l'investissement étranger direct net au Canada a fléchi l'an dernier, essentiellement en raison du rapatriement de sociétés canadiennes des mains d'investisseurs étrangers.

Les entrées d'IED au Canada ont atteint 8,5 milliards de dollars en 2004, ce qui représente une baisse de 0,7 milliard de dollars par rapport au niveau de

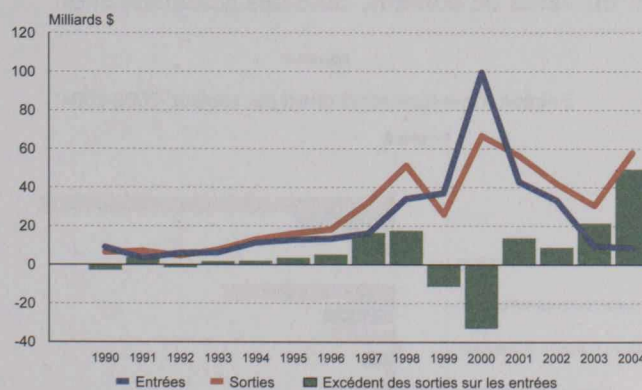
9,2 milliards de dollars observé en 2003. C'est la quatrième année d'affilée que le Canada enregistre une baisse à ce poste, après neuf années d'expansion ininterrompue des entrées d'IED (figure 4-1). Le niveau enregistré en 2004 ne représente que 8,6 p.100 du sommet atteint en 2000, soit 99,2 milliards de dollars d'entrées d'IED.

L'investissement étranger direct sous forme d'acquisitions a été négatif durant deux des quatre trimestres de 2004 et quatre des six derniers trimestres. Les acquisitions affichent un solde négatif lorsque les Canadiens, globalement, rapatrient des sociétés des mains d'investisseurs étrangers. Pour l'ensemble de l'année, la plus grande partie des entrées d'investissement étranger direct ont pris la forme de bénéfiques réinvestis.

Sur le plan régional, les États-Unis ont fourni la majeure partie de l'investissement entrant au Canada ces dernières années. (Les États-Unis ont été un important investisseur au Canada depuis environ trois quarts de siècle.) La seule exception au tableau est 2000, où il y a eu une hausse ponctuelle de l'investissement européen avec, en tête de liste, les prises de contrôle de Seagrams par Vivendi et de Newbridge par Alcatel. Au cours de l'année 2004, l'investissement direct des États-Unis a grimpé de 72,5 p. 100, à 10,2 milliards de dollars.

Figure 4-1

Entrées, sorties et solde des flux d'investissement direct, 1990-2004



¹Les produits dérivés sont des instruments financiers dont le rendement dépend de la valeur d'autres éléments d'actif, par exemple les prix des produits de base, les cours des obligations et des actions ou la valeur d'un indice du marché. Dans les statistiques canadiennes, la couverture des produits dérivés se limite actuellement aux options et aux contrats financiers à terme négociables.